

AI Index: PRE 01/133/2008
01 May 2008

Viêt-Nam. Au moins 14 arrestations prenant pour prétexte le passage de la torche olympique

Le passage de la flamme olympique, utilisé comme prétexte à des mesures de répression contre des opposants pacifiques, a donné un tour amer à la politique de répression systématique de toute opposition légitime pacifique au Viêt-Nam. Les personnes arrêtées avant et pendant le parcours de la torche olympique doivent être immédiatement libérées, a déclaré Amnesty International.

« En outre, les autorités vietnamiennes doivent de toute urgence ouvrir une enquête sur les allégations de violences exercées à l'encontre des détenus et veiller à leur sécurité et à leur bien-être. »

Alors que la flamme olympique était à Ho Chi Minh Ville, la plus grande ville du Viêt-Nam, le 29 avril 2008, la police a arrêté au moins 12 manifestants qui protestaient de façon pacifique contre la politique chinoise. Les arrestations ont eu lieu pour une grande partie à Hanoi, à plus de 1 700 kilomètres de Ho Chi Minh Ville et de la flamme olympique.

Amnesty International s'inquiète de la campagne menée actuellement par le gouvernement vietnamien pour faire taire les voix discordantes. Des avocats, des syndicalistes, des dirigeants religieux et des cyberdissidents ayant des liens avec des groupes favorables à la démocratie ont été pris pour cibles depuis le début du mouvement de répression en 2006.

Début avril, Nguyen Tan Dung, Premier ministre vietnamien, a instamment demandé aux autorités de faire en sorte que le relais de la flamme olympique soit un succès et de veiller à ce qu'il ne soit pas « affecté par les informations déformées données par les forces du mal », selon la terminologie des médias contrôlés par l'État.

Dans les jours qui ont précédé le passage de la flamme olympique, au moins trois personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles Nguyen Hoang Hai, journaliste blogueur, qui avait mis en ligne des articles sur les protestations suscitées par la politique internationale de la Chine. La plupart des personnes arrêtées le jour du passage de la flamme olympique avaient émis des critiques contre la Chine à propos du litige territorial en cours entre le Viêt-Nam et la Chine concernant les îles Spratleys et Paracels et à propos de la politique de la Chine au Tibet.

Complément d'information

Selon les informations qui ont été communiquées à Amnesty International, Nguyen Xuan Nghia et une autre personne arrêtée, Vu Hong, enseignant, auraient été battus par des policiers. Vu Hong fait partie des quatre personnes libérées depuis. On ne sait toujours pas exactement si les personnes toujours détenues ont été inculpées ; parmi elles se trouvent l'écrivain Nguyen Xuan Nghia et Vu Anh Son, qui seraient détenus dans le

district de Kien An, dans la province de Hai Phong.

Le Code pénal vietnamien rend passible de poursuites pénales l'opposition pacifique, en violation du droit international relatif aux droits humains. Amnesty International a, de façon répétée, appelé les autorités à modifier de toute urgence les dispositions relatives à la sécurité nationale ou à faire en sorte qu'elles soient supprimées ou mises en conformité avec le droit international. L'organisation renouvelle son appel aux autorités vietnamiennes pour qu'elles honorent leurs engagements internationaux en matière de droits humains et libèrent tous les prisonniers d'opinion.